

UN NOUVEAU RAPPORT D'ICT MET EN LUMIÈRE LA PERSÉCUTION DES MILITANTS ÉCOLOGISTES TIBÉTAINS

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A PUBLIÉ UN NOUVEAU RAPPORT QUI MET EN LUMIÈRE LES PERSÉCUTIONS QUE LA CHINE FAIT SUBIR AUX TIBÉTAINS QUI PROTÈGENT L'ÉCOSYSTÈME VITAL ET VULNÉRABLE DU TIBET.

Intitulé «*Environmental Defenders of Tibet: China's persecution of Tibetan environmental defenders*», le rapport, qui a été publié en amont de la journée mondiale de l'environnement du 5 juin, rassemble et analyse des informations à propos de 50 militants écologistes tibétains connus qui auraient été victimes de persécution – c'est-à-dire détenus, arrêtés, jugés et/ou

condamnés arbitrairement – depuis 2008. Ce rapport révèle le niveau d'oppression qu'exerce le gouvernement chinois mais aussi les véritables buts qu'il poursuit à travers sa gestion de l'environnement, et ce en dépit de son engagement théorique sur la scène internationale en faveur du développement durable. Sur le terrain, les faits contredisent cet engagement et prouvent non seulement que les militants écologistes tibétains sont réduits au silence mais aussi que ce musellement a des répercussions graves compte tenu des menaces sérieuses qui pèsent sur l'environnement au Tibet et du rôle important que joue le plateau tibétain pour le système climatique de la région asiatique et du monde entier.

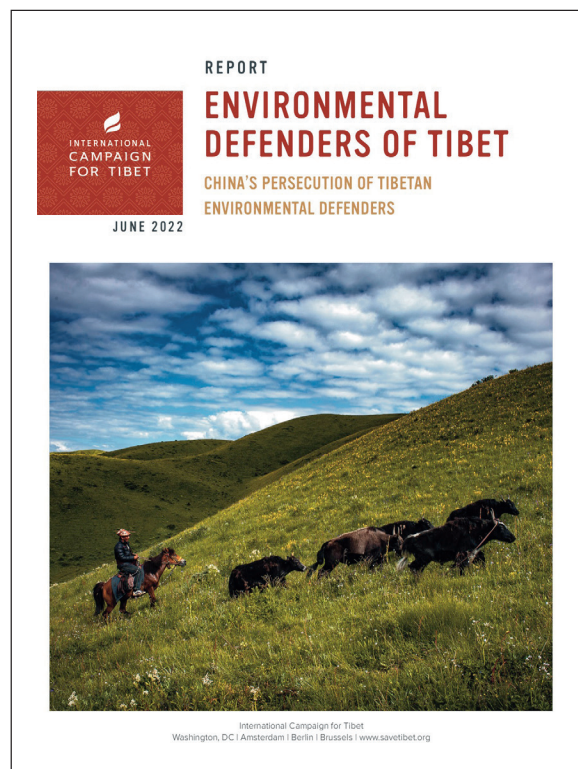
Le rapport s'achève sur un certain nombre de recommandations adressées aux gouvernements et aux agences de l'ONU, à savoir, entre autres, évoquer avec le gouvernement chinois les cas de ces militants écologistes tibétains et plaider pour l'ouverture du plateau tibétain à la recherche scientifique et à la collaboration internationale.

[Cliquez ici pour lire le rapport.](#)



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Un nouveau rapport d'ICT met en lumière la persécution des militants écologistes tibétains
- 2 La visite de la haute-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU est une victoire politique pour la Chine
- 3 Un octogénaire tibétain s'immole par le feu en signe de protestation contre le régime chinois
- 4 Pendant sa présidence de l'UE, la République tchèque doit jouer un rôle moteur sur la question des droits humains des Tibétains, estime ICT
- 5 La 8^{ème} Convention mondiale des parlementaires pour le Tibet s'est tenue à Washington, DC
- 6 La coordinatrice spéciale des États-Unis pour le Tibet rencontre le Dalaï-lama et des Tibétains en Inde et au Népal
- 7 Un rapport de l'UE souligne les restrictions qui pèsent sur la culture tibétaine et l'accès au Tibet
- 8 Le point sur les prisonniers politiques
- 9 Suggestion de lecture
- 10 Événements à venir



International Campaign for Tibet
Washington, DC | Amsterdam | Berlin | Brussels | www.savetibet.org



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

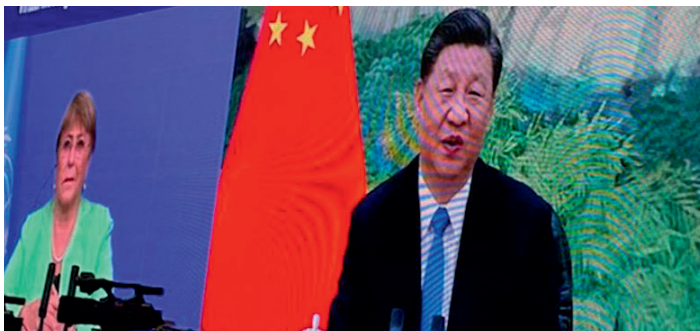
Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

LA VISITE DE LA HAUTE-COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME DE L'ONU EST UNE VICTOIRE POLITIQUE POUR LA CHINE

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET EST PROFONDÉMENT DÉÇU QUE LA HAUTE-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME MICHELLE BACHELET SE SOIT RENDUE EN CHINE EN MAI DERNIER CAR CE FAISANT, ELLE A OFFERT UNE VICTOIRE POLITIQUE AU RÉGIME COMMUNISTE.



Michelle Bachelet s'entretient par vidéoconférence avec le président Xi Jinping pendant sa visite à Guangzhou, Chine.
(Photo: Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme)

En dépit des profondes [inquiétudes](#) que suscitaient l'opacité et les conditions entourant ce déplacement, Mme Bachelet a effectué une visite en Chine du 23 au 28 mai – la première d'un haut-commissaire des Nations Unies depuis 2005. Mme Bachelet ne s'est toutefois pas rendue au Tibet, pas plus qu'elle n'a évoqué les preuves montrant que la Chine viole systématiquement les droits humains des Ouïghours, des Tibétains, des Mongols et de nombreux autres groupes de population. Cette visite a conforté la Chine dans sa position et marginalisé plus encore les acteurs de la société civile, a fait savoir ICT.

Lors de la 50^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU,

qui s'est déroulée à Genève du 13 juin au 8 juillet, il a beaucoup été question de la Chine et de la visite de la haute-commissaire. Le 10 juin, peu avant l'ouverture de la session, 42 titulaires de mandats en matière de droits de l'homme auprès de l'ONU ont souligné dans une [déclaration commune](#) qu'un engagement à haut niveau ne remplaçait en rien « la nécessité urgente de procéder à une évaluation complète de la situation des droits de l'homme dans le pays et tout particulièrement dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans la Région autonome du Tibet et dans la Région administrative spéciale de Hong Kong », et ce d'autant plus que « [la Chine] ne manifeste pas la moindre volonté politique de répondre aux inquiétudes qui sont soulevées ».

Les Pays-Bas ont également publié une [déclaration commune](#), cosignée par 47 pays, exprimant leurs profondes inquiétudes au sujet de la situation des droits de l'homme au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong. Les cosignataires ont en outre déclaré souhaiter en savoir davantage sur les restrictions auxquelles avait été assujettie la visite de la haute-commissaire en Chine et ont appelé Mme Bachelet à leur communiquer la date à laquelle serait publié le rapport sur le Xinjiang que son bureau avait annoncé.

Pendant la session, l'équipe d'ICT chargée du plaidoyer auprès de l'ONU a par ailleurs fait, au nom de Helsinki Foundation for Human Rights, [trois déclarations au sujet du Tibet](#) : sur les questions d'éducation, sur les changements climatiques et sur la liberté d'opinion et d'expression.

UN OCTOGÉNAIRE TIBÉTAIN S'IMMOLE PAR LE FEU EN SIGNE DE PROTESTATION CONTRE LE RÉGIME CHINOIS

ICT A ÉTÉ INFORMÉE D'UNE NOUVELLE AUTO-IMMOLATION EN SIGNE DE PROTESTATION CONTRE LE RÉGIME CHINOIS AU TIBET: TAPHUN, UN TIBÉTAIN DE 81 ANS, S'EST IMMOLE PAR LE FEU LE 27 MARS AU MATIN.



Le moine tibétain s'est auto-immolé devant le poste de police situé à proximité du monastère de Kirti, dans le comté de Ngaba (en chinois: Aba), dans la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba, dans le Sichuan, selon des sources fiables qui ont confirmé les faits à International Campaign for Tibet (ICT). Il serait mort pendant cet acte de protestation mais nul ne sait si la police du comté de Ngaba a rendu son corps à sa famille.

Alors qu'aucun cas d'auto-immolation n'avait été signalé au

Tibet depuis deux ans, Taphun est la deuxième personne dont l'auto-immolation est confirmée cette année, après celle de [Tsewang Norbu](#), un chanteur tibétain âgé de 25 ans qui avait marqué sa protestation de la même façon à Lhasa, le 25 février 2022, et avait plus tard succombé à ses graves brûlures. [Selon certaines sources](#), un autre Tibétain se serait aussi auto-immolé à Kyegudo (Jiegu), dans la préfecture autonome tibétaine de Yulshul (en chinois: Yushu) au Qinghai, mais l'ICT n'a pas pu le confirmer.

PENDANT SA PRÉSIDENTIE DE L'UE, LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE DOIT JOUER UN RÔLE MOTEUR SUR LA QUESTION DES DROITS HUMAINS DES TIBÉTAINS, ESTIME ICT

ALORS QUE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ASSURE LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE DEPUIS LE 1ER JUILLET, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET ET CZECHS SUPPORT TIBET ONT APPELÉ LE GOUVERNEMENT TCHÈQUE À FAVORISER L'INSTAURATION D'UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'UE À L'ÉGARD DE LA CHINE QUI SERAIT AXÉE SUR LES DROITS HUMAINS.



Vincent Metten, de l'ICT, et Katerina Jacques, de Czechs Support Tibet, aux côtés du député tchèque Hayato Josef Okamura et du sénateur tchèque Marek Hilser, le 27 juin à Prague.

Dans une note de briefing (en anglais) intitulée « *The impacts of the war in Ukraine on EU-China relations – The need for a new EU human rights policy on China and on the muted conflict in Tibet* » (Répercussions de la guerre en Ukraine sur les relations UE-Chine: une nouvelle politique de l'UE sur les droits de l'homme s'impose à l'égard de la Chine et du conflit silencieux au Tibet), qui a été diffusée à la veille du début de la présidence tchèque du Conseil, les deux organisations ont indiqué en quoi le nouveau contexte géopolitique appelait

à définir une nouvelle politique de l'UE à l'égard de la Chine et du Tibet.

Cette note, qui contient en outre cinq recommandations adressées à la présidence tchèque, a été présentée les 27 et 28 juin à Prague à des hauts représentants du ministère des Affaires étrangères ainsi qu'à des parlementaires tchèques. Elle a également fait l'objet d'un échange de vues avec des experts membres des groupes de réflexion tchèques Sinopsis et European Values Center for Security Policy.

[Cliquez ici pour lire la note de briefing que l'ICT et Czechs Support Tibet ont adressée à la présidence tchèque de l'UE](#)

LA 8^{ÈME} CONVENTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES POUR LE TIBET S'EST TENUE À WASHINGTON, DC

LES 22 ET 23 JUIN, DES PARLEMENTAIRES DU MONDE ENTIER SE SONT RÉUNIS À WASHINGTON, DC POUR LA 8^{ÈME} CONVENTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES POUR LE TIBET, ORGANISÉE PAR LE PARLEMENT TIBÉTAIN EN EXIL.



Le président du Conseil d'Administration d'ICT, Richard Gere, s'exprime lors de la 8^{ème} Convention mondiale des parlementaires pour le Tibet, le 22 juin 2022. (Photo: TPIE)

Plus d'une centaine de participants venus de 28 pays – notamment des parlementaires, des représentants du gouvernement tibétain en exil, des experts du Tibet et des membres de groupes de soutien au Tibet ainsi que des hauts responsables politiques et des dirigeants du monde entier – ont assisté

aux deux jours de convention. Cet événement a pour but de renforcer et de coordonner le soutien que les parlementaires de différents

payes apportent au Tibet. Après une séance inaugurale au cours de laquelle les participants ont eu l'honneur d'écouter le Dalaï-lama, qui s'adressait à eux par message vidéo, et de nombreux autres intervenants – parmi lesquels la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, et le président d'ICT, Richard Gere – une série de débats de groupe a été organisée sur des thèmes tels que la nécessité de changer de discours au sujet du Tibet, le rôle important de l'Asie et du Tibet dans le réchauffement climatique et dans les changements climatiques, ou le partage d'expériences, la collaboration, la constitution de réseaux et l'établissement de plans d'action communs entre pays ayant les mêmes aspirations.

La convention s'est achevée sur l'adoption de la déclaration de Washington, qui évoque entre autres la façon dont la guerre en

> SUITE PAGE 4

> SUITE DE LA PAGE 3

Ukraine a mis en exergue l'urgence qu'il y a à renforcer le droit international et à s'employer en priorité à protéger l'État de droit et à promouvoir la liberté, la démocratie, l'autodétermination et les droits de l'homme partout dans le monde. La déclaration annonce en outre que le Réseau international de parlementaires pour le Tibet va reprendre ses activités.

Les sept conventions précédentes se sont tenues à New Delhi (1994), Vilnius (1995), Washington, DC (1997), Édimbourg (2005), Rome (2009), Ottawa (2012) et Riga (2019).

[Cliquez ici pour lire la déclaration adoptée à la 8ème Convention mondiale des parlementaires pour le Tibet.](#)

LA COORDINATRICE SPÉCIALE DES ÉTATS-UNIS POUR LE TIBET RENCONTRE LE DALAÏ-LAMA ET DES TIBÉTAINS EN INDE ET AU NÉPAL

AU COURS DE SON VOYAGE EN INDE ET AU NÉPAL EN MAI DERNIER, LA COORDINATRICE SPÉCIALE DES ÉTATS-UNIS POUR LES QUESTIONS TIBÉTAINES, UZRA ZEYA, A RENCONTRÉ LE DALAÏ-LAMA ET LES DIRIGEANTS TIBÉTAINS, DÉCOUVERT LA CULTURE TIBÉTAINE ET MONTRÉ À LA CHINE QUE LES ÉTATS-UNIS SOUTIENNENT TIBET.



Uzra Zeya, coordinatrice spéciale des États-Unis pour les questions tibétaines, s'entretient avec le Dalaï-lama dans la résidence de ce dernier à Dharamsala, Inde, le 19 mai 2022. (Photo: Tenzin Choejor)

L'un des points forts de sa visite des 18 et 19 mai à Dharamsala – où se trouve le siège du gouvernement tibétain en exil – a été son entretien avec le Dalaï-lama, à qui elle a transmis les salutations du président et du peuple américains et qu'elle a remercié pour son message de paix dans le monde. Ces dernières années, le gouvernement des États-Unis a clairement fait savoir que le Tibet était au cœur des préoccupations des États-Unis, Washington poussant la Chine à reprendre les négociations avec

les représentants tibétains après plus d'une dizaine d'années de dialogue au point mort.

Mme Zeya a rencontré le Sikyong (Président du gouvernement Tibétain en exil) Penpa Tsering et d'autres dirigeants tibétains ainsi que des fonctionnaires, des écoliers, des moines, des artistes et de simples Tibétains. Elle s'est ensuite rendue au Népal, où elle a rencontré le premier ministre Sher Bahadur Deuba et d'autres hauts représentants du gouvernement ainsi que des membres de la communauté des réfugiés tibétains.

C'était la première visite de Mme Zeya à Dharamsala depuis sa nomination au poste de coordinatrice spéciale en décembre 2021, et ce alors même que le soutien des États-Unis à l'égard du peuple tibétain s'intensifie. Ce déplacement faisait suite à la visite du Sikyong à Washington, DC en avril, où ce dernier avait dialogué avec les hauts responsables des États-Unis, notamment Uzra Zeya et la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis Nancy Pelosi, et obtenu d'indispensables soutiens envers le Tibet. Le Sikyong [a également rencontré le ministre tchèque des Affaires étrangères, M. Jan Lipavský](#), qui a posté sur Twitter un message indiquant que, comme le Tibet, son pays « savait ce que c'était de vivre sous la domination d'une superpuissance et d'être privé de droits humains ».

UN RAPPORT DE L'UE SOULIGNE LES RESTRICTIONS QUI PÈSENT SUR LA CULTURE TIBÉTAINE ET L'ACCÈS AU TIBET

DANS SON RAPPORT DE 2021 SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE, L'UNION EUROPÉENNE A SOULIGNÉ LES POLITIQUES RÉPRESSIVES QUE LE GOUVERNEMENT CHINOIS CONTINUE D'APPLIQUER AU TIBET.



La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, et le président du Conseil européen Charles Michel à la conférence de presse organisée à l'issue du sommet UE-Chine du 1^{er} avril. (Photo : Union européenne)

communiste chinois et il met l'accent sur les violations, par le gouvernement chinois, des droits des Ouïghours, des Tibétains et des Mongols ainsi que sur le grave recul démocratique que connaît Hong Kong.

À propos du Tibet plus précisément, l'UE note que le gouvernement chinois a continué d'exécuter des politiques – similaires à celles qu'il applique au Xinjiang – visant à limiter considérablement l'expression de la culture, de la langue et de l'identité tibétaines. Le rapport

peuvent des délégations officielles et des groupes de touristes, dont les visites font l'objet d'un contrôle.

Le rapport de l'UE est sorti quelques jours après le 23^{ème} sommet annuel UE-Chine, qui s'était tenu le 1^{er} avril. Si les participants y ont largement débattu de la guerre en Ukraine et s'il n'y a pas eu de progrès décisifs sur les nombreux points de désaccord entre les deux partenaires et rivaux, les droits de l'homme ont été à l'ordre du jour de l'entretien pour la première fois, à la demande de l'UE (et dans le sillage de [la lettre](#) qu'International Campaign for Tibet et d'autres groupes lui avaient envoyée en prévision de la rencontre pour prier instamment les dirigeants de l'UE de consacrer pendant l'entretien autant de temps que nécessaire aux violations des droits de l'homme que commet la Chine). Durant son [intervention](#) à l'issue du sommet, le président Michel du Conseil européen s'est exprimé en ces termes: « *Nous avons fait part à la Chine de nos inquiétudes quant à la façon dont elle traite les minorités au Xinjiang et en Mongolie intérieure ainsi que le peuple du Tibet [...]* ».

Le [rapport](#), qui a été publié le 19 avril, résume les principaux problèmes concernant les droits de l'homme en Chine et évoque notamment le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile, les restrictions pesant sur la liberté des médias et l'accès à l'information ainsi que le recours aux disparitions forcées, aux détentions secrètes et à la torture. Il constate en outre que les activités religieuses continuent de se dérouler sous la supervision du parti

met en exergue le contrôle auquel la pratique religieuse des bouddhistes tibétains est en permanence soumise; il évoque aussi le placement en détention de moines et militants Tibétains des droits de l'homme, les tortures qui leur sont infligés et le décès de certains d'entre eux, ainsi que le carcan dans lequel est enfermé l'enseignement de la langue tibétaine. Le rapport rappelle qu'il est difficile d'entrer dans la Région autonome du Tibet et que seuls

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES



GENDUN LHUNDRUB

L'ÉCRIVAIN ET POÈTE TIBÉTAINE GENDUN LHUNDRUB, QUI ÉTAIT DÉTENU AU SECRET DEPUIS PLUS D'UN AN APRÈS AVOIR ÉTÉ ARRÊTÉ EN 2020, SERAIT ACTUELLEMENT DÉTENU DANS UNE PRISON DE LA PROVINCE CHINOISE DE QINGHAI.

« Nous avons appris que Gendun Lhundrub, dont on ignorait jusqu'à maintenant ce qu'il était devenu, avait été placé dans un centre de détention à Siling » (en chinois Xining), selon les informations qu'un Tibétain vivant dans la Région autonome du Tibet a communiquées à [Radio Free Asia](#).

« Toutefois, les membres de sa famille n'ont toujours pas le droit de le voir et aucune information n'a été communiquée sur sa situation ».

Gendun Lhundrub, qui était moine au monastère Rongwo de comté de Rebgong (Tongren), dans la préfecture autonome tibétaine de Malho

TIBET BRIEF

JUIN 2022

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

> SUITE DE LA PAGE 5

(Huangnan), a été arrêté le 2 décembre 2020 alors qu'il se rendait à un débat religieux à Rebgong. Il était depuis longtemps surveillé par les autorités, qui le soupçonnaient de dissidence politique. Selon un autre Tibétain, vivant en exil, la famille de Lhundrub avait été informée en septembre 2021 de l'imminence du procès de l'écrivain

mais elle n'avait plus eu la moindre information depuis lors.

Selon certaines sources, Lhundrub serait soumis à un programme de rééducation politique dans le cadre duquel il lui faut traduire en chinois mandarin des textes sacrés du bouddhisme tibétain.



LIBÉRATION DE NORZIN WANGMO

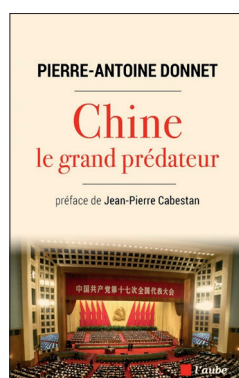
LES AUTORITÉS CHINOISES ONT LIBÉRÉ LA PRISONNIÈRE POLITIQUE TIBÉTAINE NORZIN WANGMO AVANT LA FIN DE SA PEINE DE PRISON ET EN TRÈS MAUVAISE SANTÉ, SELON DES INFORMATIONS COMMUNIQUÉES PAR DES MÉDIAS TIBÉTAINS EN MAI DERNIER.

« Contre toute attente, Norzin Wangmo a été libérée le 2 mai d'une prison de Kyegudo », [a fait savoir à RFA](#) un Tibétain vivant en exil. « Elle peut à peine tenir debout à cause des graves tortures et de tous les mauvais traitements qui lui ont été infligés en prison ». Son corps serait couvert d'ecchymoses et de blessures causées par les coups qui lui ont été sans cesse infligés avec une matraque électrique pendant sa détention. Selon cette source, elle est soignée chez elle car elle n'est pas autorisée à se rendre à l'hôpital et elle reste placée sous surveillance.

Norzin Wangmo, qui a trois enfants, a été arrêtée en 2020 puis condamnée en secret par le tribunal populaire de Chumarleb à trois ans de prison pour avoir communiqué des informations à des Tibétains en exil au sujet de l'auto-immolation de Tenzin Sherab en mai 2013. Malgré de multiples requêtes, sa famille n'a pas été autorisée à lui rendre visite depuis son emprisonnement. Il est arrivé plusieurs fois ces dernières années que des prisonniers politiques tibétains soient renvoyés chez eux avant la fin de leur peine à cause de la dégradation de leur état de santé sous l'effet des mauvais traitements reçus en détention.

SUGGESTION DE LECTURE

CHINE, LE GRAND PRÉDATEUR: UN DÉFI POUR LA PLANÈTE, DE PIERRE-ANTOINE DONNET



Bien que sévèrement touchée par la pandémie du Covid-19 apparue dans la ville de Wuhan, la Chine a été la seule grande économie du monde à afficher une croissance insolente en 2020. Bientôt première puissance économique du globe, l'empire du Milieu représente un défi majeur pour les prochaines générations de Terriens – que ce soit en termes de réchauffement climatique, de transition écologique, d'hyperdéveloppement économique, d'innovation technologique et de bouleversements politiques engendrés par son modèle de développement, unique en

son genre. Après la colonisation menée dans le monde par l'Europe au XIX^e siècle, suivie de la domination planétaire américaine au XX^e siècle, la Chine serait-elle devenue le grand prédateur environnemental, politique et économique du XXI^e siècle ?

Pierre-Antoine Donnet est l'ancien rédacteur en chef central de l'Agence France Presse, dont il a été le correspondant à Pékin et à New York.

[Cliquez ici pour acheter ce livre.](#)



ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **2-4 SEPTEMBRE:** 21^{ème} Festival Culturel du Tibet et des Peuples de l'Himalaya, à Paris (pour en savoir plus: <https://www.facebook.com/events/698700424618958/>)
- **13 SEPTEMBRE-7 OCTOBRE:** 51^{ème} session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies
- **24-27 OCTOBRE:** Congrès de la FIDH à Paris